

Solidaires



Branche INRA

Conseil d'Administration de l'INRA
PARIS – 13 Décembre 2013
Compte rendu de l'élu du personnel SUD

Ce dernier CA de l'année est traditionnellement consacré à l'examen du projet de budget primitif de l'année suivante. Autre point important de cette réunion : le suivi du contrat d'objectifs 2012-2016 (sans moyens !, ainsi que le retour de la demande d'éméritat de J Fioramonti (qui avait été retiré de l'ODJ du CA précédent, après une intervention, en amont, de l'élu SUD).

Actualités de l'Institut

Comme à chaque réunion du CA, le PDG présente les temps forts de l'actualité INRA.

Il cite notamment les relations qui se renforcent avec l'Amérique du Sud (Argentine, Chili)

Il fait part de conséquences de la nouvelle loi ESR et du projet de loi d'Avenir de l'agriculture :

- Création d'un groupe de travail sur la modification des décrets des missions de l'Institut et sur les modalités de nomination du PDG, ainsi qu'une actualisation de la composition du CA.
- Mise en place des communautés d'Universités et d'Etablissements, cela peut conduire à mêler plusieurs structures mais l'INRA ne figurera pas dans les contrats d'établissements car elle a son propre contrat d'objectifs.
- Futur Institut agronomique et vétérinaire de France (IAVF): renforcement des liens avec enseignements et avec les acteurs de la recherche agro, en restant, nous dit-on, dans un cadre souple et coopératif.

Il revient sur les récents colloques « agroécologie » : Un enjeu de cohérences des orientations de l'INRA, l'inderdiscipline au centre ; et « Dinabio » : l'Agriculture Biologique = objet d'étude, source d'innovation qui peut servir aux autres formes d'agriculture.

Aux questions posées par les élus du personnel sur les conséquences de cette actualité législative pour l'INRA, les représentants ministériels précisent :

- Que la loi ESR autorise les établissements à revoir certaines dispositions mais surtout introduit la création d'un appel d'offre pour la désignation de leur PDG.

- Qu'il n'y a pas de structure supplémentaire, uniquement le remplacement d'Agreenium par l'IVAF, qui pourra avoir des membres nouveaux (l'IRSTEA y sera), et devra conduire à plus de relations recherche-enseignement. C'est un lieu privilégié d'articulation dans les thématiques agriculture avec un investissement fort dans la formation (une offre globale de formation, y compris pour les ingénieurs ; une offre raisonnée de master et doctorat ; la formation initiale et continue des enseignants de l'agriculture).

Intervention SUD :

Rappel que notre syndicat avait déjà dénoncé le millefeuille dans le précédent CA, que dans le contexte budgétaire actuel on préférerait que les postes et les crédits aillent aux équipes plutôt que d'alimenter ce genre de structures, et que l'on regrette qu'une réflexion beaucoup plus profonde ne soit pas menée sur l'organisation et les contours actuels des instituts existants plutôt que de continuer à monter de telles structures.

Suivi du contrat d'objectifs

Contexte : il s'agit d'un point d'étape - année 2013 - de ce nouveau contrat (sans moyens !) signé avec l'Etat pour la période 2012-16. Le rapport revient sur les 6 chantiers ouverts, afin de mobiliser les ressources disponibles en fonction des priorités dégagées : métaprogrammes, priorités scientifiques, réseaux nationaux et européens, partenariats divers... L'occasion notamment d'un échange sur le chantier agroécologie.

Intervention SUD :

Nous sommes complètement d'accord avec nos amis de la CGT sur la situation (dégradée) des personnels, notamment en catégorie C et ceux en précarité.

Nous avons déjà exprimé dans un document diffusé aux personnels de l'INRA, notre satisfaction de voir que l'agroécologie allait être une des priorités de l'INRA. Nous avons cependant beaucoup regretté le parti-pris de ne pas prendre en compte l'agroécologie pour l'action et de ne pas associer les agriculteurs porteurs d'alternatives à la construction de ce document, quand dans le même temps, un poids démesurément important est donné aux approches de modélisation.

Nous avons aussi proposé à la Direction de l'INRA que l'agro-écologie devienne plus qu'un simple chantier et que cette approche se situe désormais au cœur de nos métiers. Si le rapport constitue une base de travail utile, il est nécessaire de prendre en compte toutes les composantes de l'agroécologie et de poser clairement les choix dans les priorités de recherche de demain.

- *Quelles seront les places respectives et les équilibres entre biotechnologies, modélisation, robotique et agronomie et écologie (la « vision à l'horizon 2020-2030 » du rapport est très inquiétante) ?*

- *Comment faire en sorte que l'agronomie et l'écologie fusionnent et interagissent plus qu'à travers quelques métaprogrammes dont les moyens sont limités face aux défis qui sont posés ?*

- *Comment conduire l'ensemble des personnels de l'INRA à s'approprier les concepts de l'agroécologie et à développer des approches coopératives et participatives pour éviter un gouffre entre la théorie et la pratique ?*

Car l'agroécologie s'est construite dans le monde sur l'interaction étroite entre le monde agricole et celui de la recherche et que la dimension sociale est très importante.

Cependant, nous pensons que certains signes récents données par l'INRA sont inquiétants sur ses véritables intentions :

1. *Réduire les pesticides (Ecophyto 2018) en signant un accord cadre avec BAYER, qui est outre ses activités de semencier, une des principales sociétés en agrochimie, c'est à peu près la même chose que signer un accord cadre avec AREVA pour sortir du nucléaire ou avec Mc Donald pour lutter contre l'obésité !!! Encore une fois, l'INRA fait preuve d'un double discours. Celui de l'agroécologie et même de l'agriculture biologique comme outil de progrès agronomique, et dans les actes la signature d'un accord cadre avec Bayer qui ne s'est pas transformée en société philanthropique et qui ne s'est pas convertie à l'écologie et dont on a du mal à comprendre en quoi il pourrait avoir intérêt à contribuer à réduire massivement l'utilisation des pesticides qu'il commercialise.*

2. *Cette même duplicité dans les discours et dans les actes se retrouve au sujet de l'AB où si l'on peut se réjouir de la signature d'un accord cadre avec l'ITAB, on peut s'effrayer en revanche du rapport produit par l'INRA sur l'AB ; rapport qui se conclue en proposant d'utiliser les pesticides pour augmenter les rendements de l'AB. Ce rapport est une véritable provocation pour le monde de l'agriculture biologique et il nous inquiète fortement sur les vraies motivations de l'INRA à soutenir et amplifier ses recherches dans ce domaine mais aussi sur ses motivations à contribuer à la mise en place d'une révolution agroécologique, dans toutes ses dimensions, y compris celle de la coconstruction avec les acteurs agricoles, qui ne soit pas qu'un simple greenwashing de vieilles recettes que nous connaissons tous.*

Le PDG a modérément apprécié l'intervention, y répondant longuement :

Il insiste sur la dimension sociale importante et rappelle que l'INRA a créé une UMR agroécologie en 2005 puis en a fait une priorité en 2009-2010. Ce n'est pas du greenwashing. La première des disciplines est la biodiversité, avant la biologie moléculaire. Il faut arrêter de mettre en doute les intentions de l'INRA. Il faut que les chercheurs de l'AB se saisissent des connaissances produites dans d'autres segments, l'effort doit être fait des deux cotés...

Budget primitif 2014

Le DG délégué souligne que le budget de l'INRA est globalement préservé : la baisse de la subvention de l'état est compensée par augmentation des ressources sur contrat. S'il demeure une incertitude sur

le taux de mise en réserve (au taux plein 7%), une partie pourrait être ré-ouverte en budget rectificatif. Les ressources sur contrat (cela concerne notamment les PAI) ont doublé sur 10 ans...

Tous les représentants du personnel critiquent ce budget.

Intervention SUD :

Ce budget est très mauvais, la logique d'austérité est respectée et le désengagement de l'Etat va nous conduire de plus en plus aux intérêts du privé et la multiplication des accords récents avec Bayer en est une illustration... sachant que dans le même temps, le gouvernement maintient et même amplifie le CIR (Crédit Impôt Recherche).

80 à 90% du budget des EPST va à la masse salariale avec une augmentation constante au cours des dernières années. Pour contrebalancer la part réduite de l'état dans le fonctionnement, il est très inquiétant de constater la part de financement toujours plus forte des ressources sur Investissements d'Avenir qui ne profitent qu'à quelques uns et qui créent de graves déséquilibres entre les Unités. Par ailleurs, les contrats en tout genre contribuent de plus en plus au financement du fonctionnement des unités ce qui signifie qu'il y a de moins en moins de programmation dans les recherches et que celles-ci relèvent de plus en plus des opportunités offertes. Enfin tout cela conduit les chercheurs à passer de plus en plus de temps à rechercher des crédits plutôt qu'à faire de la science.

Vous nous dites par ailleurs que les capacités à recruter sont préservées

- 48 postes chercheurs en 2014 pour plus de 70 il y a quelques années, 0 poste à l'IRSTEA, 8 postes à l'IRD... des prévisions mauvaises au CNRS...

- La question est donc de savoir s'il est encore raisonnable d'inciter les jeunes à s'engager vers les carrières de la recherche dans une situation où leur seul avenir est celui de la précarité sur le long terme... d'autant plus quand on voit la phase d'«examens réservés» de la loi Sauvadet, qui constitue une nouvelle provocation pour ces collègues puisque seuls 1/3 des postes recensés seront offerts au recrutement par rapport à un recensement en plus largement sous-estimé.

Pour le PDG, même s'il n'y a pas assez de postes, les recrutements de titulaires concernent souvent des personnes qui bossaient avant à l'INRA, donc cela contribue à employer des précaires... ! Il annonce des mesures pour rééquilibrer les ressources entre Unités (?!).

Tous les représentants du personnel CGT CFDT et SUD votent contre le budget primitif.

Lire aussi sur ce sujet, le message SUD adressé à tous les agents à la veille de la tenue de ce CA :

BUDGET 2014 : EPST... pressurisés, Précarité... pérennisée, MAIS Crédit Impôt Recherche (CIR)... sanctuarisé : <http://www.sud-recherche.org/SPIPprod/spip.php?article1833>

Les indemnités ISFIC mises au vote à la suite du budget

Il s'agit d'étendre cette prime de fonction (hiérarchique) à d'autres bénéficiaires, notamment aux DU adjoints....

Intervention SUD :

Des cadres peuvent cumuler la PES + l'ISFIC et en plus de l'avancement au corps de DR2 et au grade de DR1, dans lequel les fonctions de direction sont déjà largement valorisées ; nous souhaitons que ces primes disparaissent au profit d'une revalorisation des salaires de l'ensemble des personnels, en particulier en catégorie C.

Les représentants du personnel CGT et SUD votent contre, la CFDT s'abstient.

Dernière Décision Modificatrice du budget 2013

Il s'agit notamment de financer une prime d'intéressement, Le PDG indique que cela lui est imposé.
Vote de l'élu SUD contre.

Changement dans le rapport annuel d'activités

Il s'agit d'une nouvelle présentation en trois volumes au lieu d'un et tout cela pour le même prix !

Intervention SUD :

Si nous sommes rassurés que le budget consacré à ce rapport ne change pas ! la nouvelle classification des faits marquants, dans laquelle beaucoup de collègues ont du mal à se retrouver, relève plus de la communication que de l'information. Il faut revenir à une classification plus classique et puisque vous vous êtes inspirés de l'INSERM, conseil d'aller voir leur classification qui est bien plus simple et générique que la notre.

Modification de la convention GEVES

Il s'agit, nous dit-on, d'un ajustement de conformité (par rapport à les lois votés en 2011)

Intervention SUD :

Nous signalons que les personnels n'ont pas été informés et qu'ils ont découvert le projet de nouvelle structure juste avant le CA d'où l'abstention de leurs représentants élus du personnel. Il est plus que regrettable que les élus du personnel et plus globalement l'ensemble des personnels concernés ne soient pas au minimum informés, et mieux encore consultés, lorsque se préparent de telles modifications.

Le PDG précise ne pas avoir d'information sur ce contexte et considère que les personnels devraient être au minimum informés...

Les représentants du personnel SUD et CGT votent contre.

L'éméritat de J. Fioramonti.

Rappel du PDG sur l'excellence scientifique de ce chercheur et sur ces récents lauriers...

Intervention SUD :

Sans porter d'avis sur les qualités scientifiques du candidat, son implication dans la direction d'un département au sein duquel deux unités avaient connu de graves dysfonctionnements était un très mauvais signal pour les personnels qui avaient subi cette crise... sachant que la gestion de ces crises par le département n'avaient pas été exemplaires.

Vote contre de SUD et de la CGT

Lire aussi sur ce sujet, le message adressé à tous les agents ce même 13 décembre sur le traitement de la souffrance au travail à l'INRA. :

[Pression et souffrance à l'INRA : l'organisation du travail en cause !](http://www.sud-recherche.org/SPIPprod/spip.php?article1835)

<http://www.sud-recherche.org/SPIPprod/spip.php?article1835>